Chez les pacifistes, ce sont les munitions qui manquent le plus

Publié le 22 mars 2024 par Michel Limousin



© © Tori Nefores (unsplash)

Le chaos du monde s'installe dans la violence. Des guerres absurdes où règnent des ambitions rancies, des vengeances sans fin, des crises identitaires absurdes, l'indifférence totale face aux massacrés. Le plaisir inavoué peut-être des plus sadiques. La haute technologie de la mort. Des attentats de masse ou individuels, pétris de haines sans but. L'expression perverse des psychopathes enfin arrivés au pouvoir. Des religions comme alibis pour prendre la terre du voisin ou lui imposer une dictature

moyenâgeuse. La bêtise profonde comme arrière plan.

On ne trouve pas les causes qui puissent justifier quoi que ce soit mais on comprend les mécanismes. Le capitalisme triomphant accuse le communisme asphyxié mais il oublie que c'est lui qui dirige. Quelques méga-milliardaires gavés d'argent public et de pouvoir se substituent aux États et leur dictent leurs lois sans le moindre contrôle des peuples. Partout la montée des nationalismes. La montée de l'ivresse d'extrême-droite. L'argent mis au service de l'industrie de guerre. Quelques-uns vont s'enrichir au passage et lors de la reconstruction si elle s'avère possible. Chacun pour soi. Jamais de cessez-le-feu. Jamais de négociation. Les frontières encore une fois seront les cicatrices laissées par les guerres.

Alors il faut rogner sur les dépenses sociales. Les services publics. La santé, l'école, la justice, la sécurité, la vie ordinaire. Rembourser les emprunts qui hypothèquent l'avenir des banques. Travailler plus pour gagner moins. Les pacifistes, peu nombreux au début, sont inaudibles, voire bâillonnés par les médias. C'est à eux, à leurs arguments qu'il faudrait prêter l'oreille. Transformer l'économie de guerre en économie de paix et leur donner les munitions nécessaires.

Pour citer cet article :
Michel Limousin, « Ce sont les pacifistes qui manquent le plus de munitions », *Les Cahiers de santé publique et de protection sociale*, N° 48 mars 2024.